

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE mono-attributaire

Maître de l'ouvrage

ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Objet de la consultation

Projet n° 25 046

DAF 2025 001086

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire relatif à l'exécution des missions de CHARGE DE SECURITE PYROTECHNIQUE au profit des emprises relevant du périmètre de compétence du SID SUD-OUEST

Remise des offres

Date et heure limite de réception : 30 JUIN 2026 à 16 h 00

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1 - L'ACHETEUR PUBLIC.....	3
1.1. Maître de l'ouvrage	3
1.2. Représentant du pouvoir adjudicateur	3
ARTICLE 2 - OBJET ET CONDITION DE LA CONSULTATION ET CONDITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE	3
2.1. Description sommaire du marché	3
2.2. Durée d'exécution du marché	3
2.3. Estimation du montant de l'accord cadre	3
2.4. Type de marché	4
2.5. Procédure	4
2.6. Nomenclature.....	4
2.7. Décomposition du marché en tranche	4
2.8. Allotissement du marché.....	4
2.9. Prestations supplémentaires	4
2.10. Variantes	4
2.11. Mode de dévolution	4
2.12. Compétences du titulaire	4
ARTICLE 3 - CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ	5
3.1. Retenue de garantie	5
3.2. Modalités essentielles de financement et de paiement	5
3.3. Bons de commande	5
3.4. Dispositions relatives aux prestations intéressant la défense	5
3.5. Information sur les contrôles primaires des personnes physiques	5
3.6. Information sur la démarche d'homologation des systèmes industriels d'infrastructures	5
3.7. Cyber sécurité.....	5
3.8. Clause environnementale et sociale	5
ARTICLE 4 - CONDITION DE PARTICIPATION : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	6
4.1. Généralités	6
4.2. Modifications de détails au dossier de consultation	6
4.3. Questions des entreprises sur la PLACE et renseignements complémentaires	6
4.4. Visite des lieux.....	6
4.5. Contenu des plis	6
4.6. Modalité d'envoi des plis	10
ARTICLE 5 - JUGEMENT DES OFFRES	10
ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	11
6.1. Contenu du dossier de consultation.....	11
6.2. Délai de validité des offres	11
6.3. Sous-détail du prix d'une réunion	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 7 - PROCEDURE DE RECOURS	11

LISTE DES ANNEXES

- Annexe I : Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
- Annexe II.1 : Sous-détail de prix « d'une réunion hebdomadaire et visite de site »
- Annexe II.2 : Sous-détail de prix « réunion à la demande du maître d'ouvrage »
- Annexe III : Cadre de références A, B et C
- Annexe IV : Clauses de dématérialisation

ARTICLE 1 - L'ACHETEUR PUBLIC

1.1. Maître de l'ouvrage

L'acheteur public est l'Etat, Ministère des Armées et des Anciens Combattants, Secrétariat Général pour l'Administration, Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest.

Adresse postale :

Service d'Infrastructure de la Défense SUD-OUEST
223, rue de Bègles
CS 21 152 - 33 068 Bordeaux cedex

Adresse géographique :

Service d'Infrastructure de la Défense SUD-OUEST
Caserne Pelleport
9, rue de Cursol - 33 000 Bordeaux

1.2. Représentant du pouvoir adjudicateur

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la directrice du Service d'Infrastructure de la défense SUD-OUEST habilité par arrêté ministériel du 22 juin 2007 modifié.

ARTICLE 2 – OBJET ET CONDITION DE LA CONSULTATION ET CONDITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE

2.1. Description sommaire du marché

La présente consultation a pour objet l'exécution des **missions de chargé de sécurité pyrotechnique** au profit des emprises relevant du périmètre du SID Sud-Ouest, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire.

Les lieux des prestations sont prévus sur les emprises militaires relevant du périmètre géographique du service d'infrastructure de la défense SUD-OUEST, également soutenues par ses organismes subordonnés (unités de soutien de l'infrastructure de la défense – USID).

Le présent accord-cadre à bons de commande couvre les Bases de Défense et départements suivants :

- BDD de Pau-Bayonne (64),
- BDD de Mont-de-Marsan (40-33)
- BDD de Bordeaux-Mérignac-Agen (33-47)
- BDD de Cazaux (33)
- BDD de Saint Maixent-Poitiers-Angoulême et Brive la Gaillarde (16, 19, 23, 24, 79, 85, 86, 87)
- BDD de Rochefort-Saintes-Cognac-La Rochelle (16-17)
- BDD de Toulouse-Carcassonne-Montauban (09, 11, 31, 32, 46, 65, 66, 81, 82)

La description des prestations est indiquée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le volume des prestations est estimé à environ trente (30) bons de commande par an.

2.2. Durée d'exécution du marché

Le présent accord-cadre est conclu pour une période ferme de (24) vingt-quatre mois à compter de la date de notification du marché. Il peut être reconduit à l'issu de ces deux (2) années et à sa date anniversaire, par tacite reconduction, pour une période d'une durée égale à douze (12) mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois (4 ans).

2.3. Estimation du montant de l'accord cadre

Le montant de commande estimé est de :

- 160 000 € TTC annuel
- 1 920 000 € TTC maximum sur 4 ans

2.4. Type de marché

Le présent marché est un marché de prestations intellectuelles.

Les prestations objet du présent marché feront l'objet de bons de commande en application des articles R. 2162-2, R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

2.5. Procédure

La présente consultation est passée selon l'appel d'offre ouvert, en application des articles R.2161-2 à R 2161-5 du code de la commande publique.

2.6. Nomenclature

CPV principal : 71621000-7 « Service d'analyse technique ou service de conseil ».

Code Groupe de Marchandise (GM) : 36.04.01. « Prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMOA) »

2.7. Décomposition du marché en tranche

Sans objet.

2.8. Allotissement du marché

Le présent marché ne comporte ni tranche, ni lot.

2.9. Prestations supplémentaires

Sans objet.

2.10. Variantes

Aucune variante n'est autorisée, ni exigée. Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme aux documents de la consultation.

2.11. Mode de dévolution

En cas de groupement, la forme imposée au candidat après l'attribution sera le groupement solidaire.

2.12 Compétences du titulaire

L'article 8 de l'arrêté du 23 janvier 2006 précise que le chargé de sécurité pyrotechnique doit :

- Avoir déjà exercé un niveau de responsabilité le prédisposant à occuper cette fonction ;
- Posséder une connaissance de la réglementation relative à la prévention des risques pyrotechniques ;
- Avoir acquis une connaissance suffisante dans le domaine des munitions.

Le titulaire doit détenir la formation « manager qualité sécurité environnement en dépollution pyrotechnique et restes explosifs de guerre », spécialité « chargé de sécurité pyrotechnique » ou formation équivalente ou stages équivalents.

Les prestations de cet accord-cadre comprennent, notamment :

- la vérification des modes opératoires envisagés lors des diagnostics pyrotechniques et/ou des travaux de dépollution pyrotechnique, afin de s'assurer que les risques d'exposition à un événement pyrotechnique ont été évités ou réduits ;
- la vérification des études de sécurité pyrotechnique (ESP) relatives aux diagnostics pyrotechniques et/ou aux travaux de dépollution pyrotechnique ;
- le contrôle du respect lors de l'exécution des modes opératoires décrits dans l'ESP.

ARTICLE 3 – CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE

3.1. Retenue de garantie

Sans objet.

3.2. Modalités essentielles de financement et de paiement

- Financement du marché : le marché est financé sur le budget de l'Etat
- Prix du marché : le marché sera conclu à **prix unitaires**.
- Unité monétaire : le marché est conclu en euros.
- Mode de règlement : le mode de règlement choisi par le maître d'ouvrage est le virement.
- Règlement des comptes : le C.C.A.P. du présent marché fixe dans son article 4 le mode de règlement des comptes et le mode de variation des prix.
- Délais de paiement : le délai global de paiement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3.3. Bons de commande

Les prestations seront commandées par bons de commande au fur et à mesure de la survenance du besoin.

3.4. Dispositions relatives aux prestations intéressant la défense

Le présent dossier intéressant la défense, les candidats auront à en assurer la conservation avec toutes les précautions de confidentialité requises.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter eu égard au fait que les prestations à exécuter se situent dans l'enceinte militaire à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la protection du SECRET ou de points sensibles.

3.5 Information sur les contrôles primaires des personnes physiques

Pour l'exécution des prestations relatives à la présente consultation, toutes les personnes amenées à pénétrer sur site feront l'objet d'un contrôle primaire.

L'enquête de sécurité nécessite le dépôt de fiche de contrôle primaire de **deux (2) mois minimum avant toute demande d'accès au site concerné**. En effet, le délai de l'enquête de sécurité est de deux mois minimum.

Le modèle de ces fiches sera fourni dans le DCE.

L'accès au site ne sera autorisé que **sous réserve d'une fiche individuelle de contrôle primaire validée**.

Même après un retour positif des fiches individuelles de contrôle primaire validée, l'accès dans l'enceinte militaire est subordonné à la réception par le conducteur d'opération d'une demande comme suit :

- pour des interventions d'une durée supérieure à 1 semaine : préavis minimum de 15 jours,
- pour des interventions d'une durée inférieure à une semaine : préavis minimum de 5 jours.

3.6. Information sur la démarche d'homologation des systèmes industriels d'infrastructures

Sans objet.

3.7. Cyber sécurité

Sans objet.

3.8. Clause environnementale et sociale

3.8.1 – Clauses sociales

Sans objet.

3.8.2 – Clauses environnementales

*Pour les déplacements, le titulaire privilégie, pour les différents sites concernés par l'accord cadre, les déplacements écologiquement responsable (par exemple, transport en commun, mode piéton, véhicule 2 roues....).

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

Optimisation des déplacements : Les titulaires proposent une organisation permettant d'optimiser les déplacements sur le territoire.

*La mise à disposition des documents livrables doit être de préférence au format dématérialisé et/ou sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, avec un grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto verso et en noir et blanc est privilégié. Les documents papiers sont limités et le coût de la reproduction est compris dans le forfait global.

Les documents livrables sont remis via un extranet sécurisé. Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

*Pour le suivi des prestations, le titulaire utilise, sauf nécessité dûment justifiée, les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence, etc.)

ARTICLE 4 – CONDITION DE PARTICIPATION : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

4.1. Généralités

Les dossiers des candidatures seront entièrement rédigés en langue française. Toutefois les dossiers en langues étrangères accompagnés d'une traduction en français seront recevables.

Le marché sera conclu dans l'unité monétaire suivante " EURO ".

4.2. Modifications de détails au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des candidatures, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.3. Questions des entreprises sur la PLACE et renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires (techniques et autres) qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des offres une demande dématérialisée via la Plateforme des achats de l'Etat (PLACE) sur le site www.marches-publics.gouv.fr

Tous les échanges avec le pouvoir adjudicateur se feront obligatoirement via la **Plateforme des achats de l'Etat (PLACE)** sur le site www.marches-publics.gouv.fr

4.4. Visite des lieux

Sans objet.

4.5. Contenu des plis

ATTENTION : LE CONTENU DU PLI A TRANSMETTRE EST DIFFERENT SELON QUE LE DISPOSITIF DUME  EST UTILISE OU NON :

- pli électronique dans le cadre du dispositif DUME ;

- pli électronique hors dispositif DUME

4.5.1. Contenu du pli électronique dans le cadre du dispositif DUME



Sous-dossier A - éléments relatifs à la candidature	
Situation juridique	Le formulaire DUME renseigné.
	La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
Capacités économique et financière	Déclaration du chiffre d'affaires global sur les trois derniers exercices comptables disponibles ou DC2 <i>Le chiffre d'affaires moyen des trois derniers exercices n'est qu'un des éléments permettant de juger du potentiel financier des candidats.</i>
	Déclaration du chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère l'objet du marché réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles.
Capacités technique et professionnelle	Déclaration de l'effectif global en 2025 du candidat en distinguant le personnel d'encadrement.
	Ce cadre de présentation des références présentera trois (3) références datant de moins de 5 ans relatives aux missions de CSP en décrivant les prestations exécutées couvrant l'ensemble des missions, confiées à un CSP pour une opération de dépollution pyrotechnique livrée, de l'avis de l'ESP, en passant par un diagnostic de pollution et terminant par le contrôle du respect des modes opératoires décrits dans l'ESP pour le suivi de travaux de dépollution pyrotechnique, pour lequel il aurait été mandaté par la maîtrise d'ouvrage. Les certificats de capacités réalisés par les donneurs d'ordre indiqueront leurs coordonnées, le montant, l'époque et le lieu d'exécution des prestations et préciseront la qualité de la mission réalisée. Ils devront être joints pour chacune des références. Ces 3 références seront chacune présentées suivant les fiches de présentation détaillées fournies en annexe III – Cadre de présentation des références A, B et C.
	- Certificats de qualification professionnelle : La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. Le chargé de sécurité pyrotechnique doit détenir les compétences détaillées à l'article 2.12 du présent accord-cadre. En conséquence, il est demandé aux candidats de fournir tous les éléments complémentaires permettant d'apprécier la recevabilité de leur candidature eu regard à ces trois exigences. Il est demandé la fourniture de documents justificatifs : CV, diplôme, brevet, attestation de formation ou stage... Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiés conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Toute candidature incomplète pourra être rejetée.

Sous-dossier B – éléments relatifs à l’offre	
L’acte d’engagement (A.E.) et son annexe I complétée * annexe I : Bordereau de prix unitaires (B.P.U)	
Le détail quantitatif et estimatif (DQE), complété (annexe I au RC)	
Le sous-détail de prix « réunion hebdomadaire et visite de site » complété (annexe II.1 du RC) Le sous-détail de prix « réunion à la demande du maître d’ouvrage » complété (annexe II.2 du RC)	
Un mémoire technique dont le contenu est détaillé à l’article 5 - 2) du RC	
Un RIB de l’entreprise	

Le candidat prendra soin de remplir correctement les deux sous-détails de prix (annexe II du RC) et de s’assurer que :

- le prix total HT du sous-détail de prix « réunion hebdomadaire et visite de site » est le même que le prix unitaire que la ligne 2.3 du BPU et DQE ;
et
- le prix total HT du sous-détail de prix « réunion à la demande du maître d’ouvrage » est le même que le prix unitaire que la ligne 2.4 du BPU et DQE.

En cas de déclaration de sous-traitance dès la remise de l’offre, le candidat devra indiquer dans l’acte d’engagement (et les annexes) les renseignements relatifs à la sous-traitance envisagée. Cet acte d’engagement sera accompagné des demandes d’acceptation des sous-traitants (DC4).

Toute offre incomplète pourra être rejetée.

4.5.2. Contenu du pli électronique HORS dispositif DUME



Sous-dossier A - éléments relatifs à la candidature	
Situation juridique	DC1 ou autre pouvant y substituer.
	La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
	Un extrait K ou Kbis et les pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société .
Capacités économique et financière	Déclaration du chiffre d'affaires global sur les trois derniers exercices comptables disponibles ou DC2. <i>Le chiffre d'affaires moyen des trois derniers exercices n'est qu'un des éléments permettant de juger du potentiel financier des candidats.</i>
	Déclaration du chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère l'objet du marché réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles.
Capacités technique et professionnelle	Déclaration de l'effectif global en 2025 du candidat en distinguant le personnel d'encadrement.
	Ce cadre de présentation des références présentera trois (3) références datant de moins de 5 ans relatives aux missions de CSP en décrivant les prestations exécutées couvrant l'ensemble des missions, confiées à un CSP pour une opération de dépollution pyrotechnique livrée, de l'avis de l'ESP, en passant par un diagnostic de pollution et terminant par le contrôle du respect des modes opératoires décrits dans l'ESP pour le suivi de travaux de dépollution pyrotechnique, pour lequel il aurait été mandaté par la maîtrise d'ouvrage. Les certificats de capacités réalisés par les donneurs d'ordre indiqueront leurs

	<p>coordonnées, le montant, l'époque et le lieu d'exécution des prestations et préciseront la qualité de la mission réalisée. Ils devront être joints pour chacune des références.</p> <p>Ces 3 références seront chacune présentées suivant les fiches de présentation détaillées fournies en annexe III – Cadre de présentation des références A, B et C.</p>
	<p>- Certificats de qualification professionnelle :</p> <p>La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.</p> <p>Le chargé de sécurité pyrotechnique doit détenir les compétences détaillées à l'article 2.12 du présent accord-cadre.</p> <p>En conséquence, il est demandé aux candidats de fournir tous les éléments complémentaires permettant d'apprécier la recevabilité de leur candidature eu regard à ces trois exigences. Il est demandé la fourniture de documents justificatifs : CV, diplôme, brevet, attestation de formation ou stage...</p> <p>Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiés conforme à l'original par un traducteur assermenté.</p>

Toute candidature incomplète pourra être rejetée.

Sous-dossier B – éléments relatifs à l'offre
<p>L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe I complétés et signés électroniquement</p> <ul style="list-style-type: none"> • annexe I : Bordereau de prix unitaires (B.P.U)
Le détail quantitatif et estimatif (DQE), complété et signé électroniquement (annexe I du RC)
<p>Le sous-détail de prix « réunion hebdomadaire et visite de site » complété (annexe II.1 du RC)</p> <p>Le sous-détail de prix « réunion à la demande du maître d'ouvrage » complété (annexe II.2 du RC)</p>
Un mémoire technique dont le contenu est détaillé à l'article 5 - 2) du RC
Un RIB de l'entreprise

Le candidat prendra soin de remplir correctement les deux sous-détails de prix (annexe II du RC) et de s'assurer que :

- le prix total HT du sous-détail de prix « réunion hebdomadaire et visite de site » est le même que le prix unitaire que la ligne 2.3 du BPU et DQE ;
et
- le prix total HT du sous-détail de prix « réunion à la demande du maître d'ouvrage » est le même que le prix unitaire que la ligne 2.4 du BPU et DQE.

En cas de déclaration de sous-traitance dès la remise de l'offre, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement (et les annexes) les renseignements relatifs à la sous-traitance envisagée. Cet acte d'engagement sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants (DC4).

Toute offre incomplète pourra être rejetée.

NB : En application de l'article L 2141-7 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exclure de la procédure de la présente consultation, les candidats qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts ou ont été sanctionnés par une résiliation pour faute ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public antérieur passé par le service d'infrastructure de la défense SUD-OUEST.

La décision d'exclusion de la procédure de passation, prise par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article L 2141-7 du code de la commande publique précité, s'exerce nonobstant les mentions figurant, le cas échéant, dans la déclaration sur l'honneur produite en application du 1° de l'article R 2143-3 du code de la commande publique.

4.6. Modalité d'envoi des plis

Voir les clauses de dématérialisation, annexe IV du présent RC.

4.7. Convention de nommage

Il est demandé aux candidats de respecter une **convention de nommage des documents**, de type :

projet n° 25 046 - intitulé du document (DC1 - DC2 - Kbis - annexes - note méthodologique - Qualifications etc...).

Des intitulés trop longs (> à 15 caractères) risquent de bloquer le téléchargement optimal du dossier et son décryptage par le RPA.

ARTICLE 5 – JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6 et R 2152-7 du code de la commande publique.

Les critères retenus et pondérés dans le jugement des offres évaluées sur un total de 100 points sont répartis de la manière suivante :

N° CRITERE	CRITERE	PONDERATION
1	PRIX	70 points
2	VALEUR TECHNIQUE	30 points

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer des pièces financières qu'il estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

1) Prix des prestations sur 70 points

Les points seront attribués de la manière suivante :

CRITERE N° 1 : PRIX

La note de chaque candidat sera calculée sur la base du **Détail Quantitatif Estimatif (DQE)** selon la formule suivante :

$$Note\ candidat = 70 \times \left(\frac{\text{offre la moins disante}}{\text{offre étudiée}} \right)$$

2) Valeur technique des prestations sur 30 points

Le candidat remettra un mémoire technique comportant les éléments demandés pour le jugement du critère 2.

CRITERE N° 2 : VALEUR TECHNIQUE

Ce point sera jugé à partir d'une note méthodologie dans laquelle le candidat décrira l'organisation qui sera mise en place pour assurer les prestations d'une mission commandée par bon de commande :

Le **dimensionnement de l'équipe dédiée** au marché vis-à-vis des zones géographiques concernées et présentation d'un organigramme de l'équipe avec identification de chaque personne (15 points) ;

La **répartition des missions et le rôle de chaque intervenant** (5 points) ;

La **méthodologie de pilotage** du marché : compte-rendu (trimestriel et annuels), le respect des délais de rendu des livrables et propositions annuelles liées au plan d'amélioration continue (10 points) ;

Cette note est limitée à 4 pages A4 (2 feuilles recto/verso) police times new roman, calibre ou équivalent 12.

ARTICLE 6 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

6.1. Contenu du dossier de consultation

•L'acte d'engagement (A.E) et son annexe :

- **Annexe I : Bordereau des prix unitaires (BPU)**

•Le présent règlement de consultation (RC) et ses annexes :

- **Annexe I : Devis quantitatif et estimatif (DQE)**
- **Annexe II.1 : Sous-détail de prix « d'une réunion hebdomadaire et visite de site »**
- **Annexe II.2 : Sous-détail de prix « réunion à la demande du maître d'ouvrage »**
- **Annexe III : Cadre de présentation des références A, B et C**

•Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes :

- **Annexe 1 : arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.**

•Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

6.2 Délai de validité des offres

Le délai pendant lequel les concurrents restent engagés par leurs offres est de **six (6) mois** à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7 : PROCEDURE DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet – 33 000 Bordeaux (Tél: 05.56.99.38.00).

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le greffe du tribunal administratif de Bordeaux.

A Bordeaux, le 27/05/2026
Le représentant du pouvoir adjudicateur,

Par suppléant,
Ingénieur en chef de 1^{ère} classe Raoul DELEUZE
Adjoint au directeur, chargé des opérations
du Service d'Infrastructure de la Défense
Sud-Ouest
